

## → POUR ALLER PLUS LOIN

**Les industries d'armement et le commerce des armes**

Fin janvier 2015, l'Allemagne décide, à la surprise générale, de suspendre ses transferts d'armement à l'Arabie saoudite. La raison invoquée ? La péninsule Arabique serait « trop instable pour y livrer des armes<sup>1</sup> ». La décision peut étonner. En 2013, le Conseil fédéral de sécurité allemand n'avait-il pas autorisé des ventes d'armement d'une valeur de 360 millions d'euros à Riyad ? Certains industriels germaniques ont pu critiquer cette évolution, il n'en reste pas moins que celle-ci semble approuvée par 60 % des Allemands, selon un sondage du journal populaire *Bild Zeitung*.

Le 10 mars 2015, c'est la Suède, par la voix de son Premier ministre Stefan Löfven, qui rompt son accord de coopération militaire – en vigueur depuis 2005 – avec la monarchie wahhabite, son troisième client en matière d'armement en dehors des pays occidentaux<sup>2</sup>. Le critère : les droits de l'homme. Là aussi, la population approuve, même si certains commentateurs, comme l'ancien ministre des Affaires étrangères suédois Carl Bildt, regrettent publiquement l'impact négatif de ce tournant sur la crédibilité à l'export de la Suède, pays traditionnellement attaché à son industrie d'armement.

**Intérêts stratégiques versus valeurs morales**

Ces décisions de Berlin et Stockholm, prises à l'encontre de l'un des plus gros importateurs d'armes du monde, montrent que, dans une certaine mesure, le commerce de l'armement, souvent présenté comme le parangon de la *realpolitik*, peut aussi être influencé par des logiques politiques internes.

Il serait néanmoins inexact de croire, sur la foi de ces deux décisions récentes, que la position militante d'une Margot Wallström, ministre des Affaires étrangères suédoise, est vraiment représentative. Ou

que la position de Berlin serait suivie par Paris ou Londres. Sans verser dans le cynisme, on notera que l'Allemagne peut se permettre de renoncer à 300 millions d'euros de commandes annuelles lorsqu'elle enregistre un excédent commercial de 217 milliards d'euros en 2014...

La France, dans son *Rapport au Parlement 2014 sur les exportations d'armes*, précise certes de son côté que les contrats d'armement « contribuent [...] à resserrer les liens entre la France et les clients historiques de son industrie de défense et à nouer de nouveaux partenariats correspondant aux valeurs et aux intérêts stratégiques de la France<sup>3</sup> ». Reste que si le mot de « valeurs » est ici mis sur le même pied que le terme d'« intérêts stratégiques », c'est bien ce dernier qui demeure prépondérant. Paris, dont l'industrie de défense fait vivre 4 000 PME, garantit 165 000 emplois et irrigue une grande partie de la recherche-développement nationale, n'est pas en mesure de négliger cette carte sur le plan interne. Ni sur le plan externe d'ailleurs, statut de membre permanent du Conseil de sécurité oblige.

La France, qui sous la pression intense des États-Unis et de certains membres de l'Union européenne a suspendu en septembre 2014 la vente d'un bâtiment de projection et de commandement (BPC) Mistral à la Russie en raison de la crise en Ukraine, ne peut en réalité se permettre de rééditer ce manque à gagner de 1,2 milliard d'euros. Elle a besoin d'alliés qui soient à la fois des partenaires stratégiques et économiques. C'est précisément cette convergence que lui apporte l'export de défense, à condition que sa réputation de fournisseur fiable soit préservée.

Comme le note avec raison le spécialiste de l'industrie de défense de *La Tribune*, Michel Cabirol, « un contrat majeur tel que Prosub (sous-marins) signé au Brésil en 2009 va verrouiller un grand pays émergent pendant trente ans dans ce qu'il a de plus

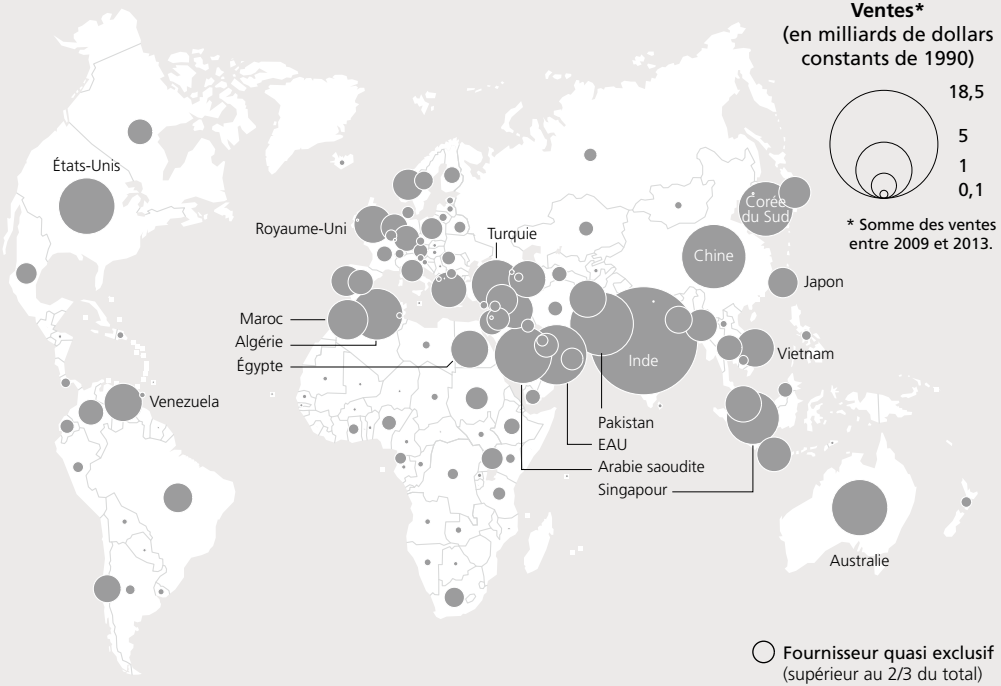
<sup>1</sup> « Arabie saoudite : l'Allemagne stoppe ses livraisons d'armes », *Le Figaro*, 25 janvier 2015.

<sup>2</sup> Gerard O'Dwyer et Awad Mustafa, « Sweden may lose Gulf allies over Saudi spat », *Defense News*, 15 mars 2015.

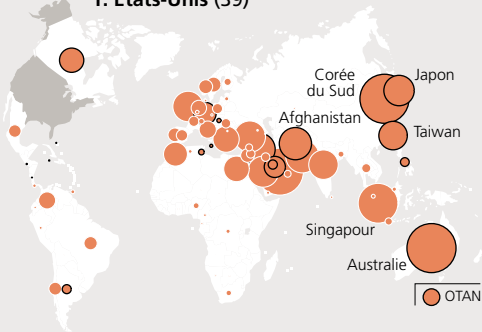
<sup>3</sup> *Rapport au Parlement 2014 sur les exportations d'armement de la France*, ministère de la Défense, août 2014, p. 8.

# Commerce d'armes : clients des principaux fournisseurs (2009-2013)

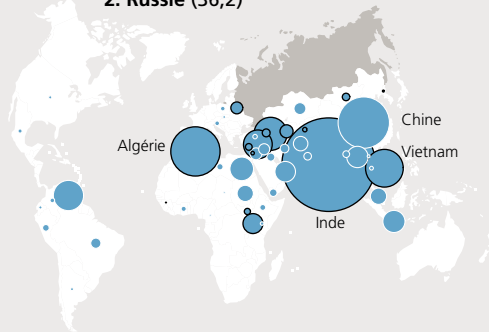
Total des ventes, tous fournisseurs confondus (134)



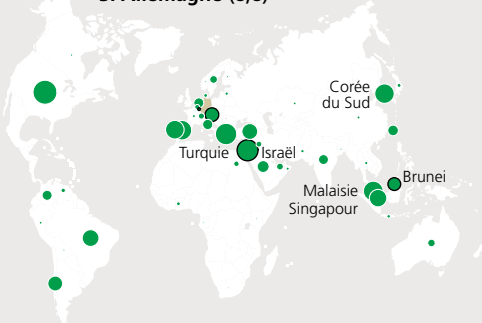
1. États-Unis (39)



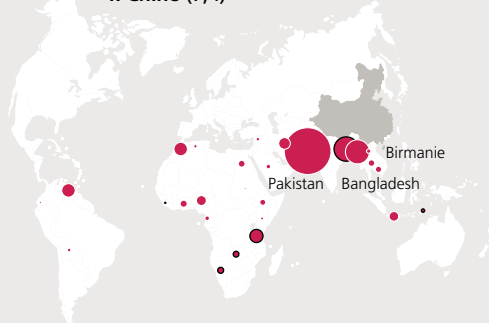
2. Russie (36,2)



3. Allemagne (8,8)



4. Chine (7,4)



Source : SIPRI Arms Transfers Database, [www.sipri.org/databases/armstransfers](http://www.sipri.org/databases/armstransfers)

Réalisation : Sciences Po - Atelier de cartographie. © Dila, Paris, 2015

stratégique et intime : sa défense. Ce sera le cas aussi si la France signe enfin le contrat Rafale en Inde, un autre grand pays émergent<sup>4</sup> ».

Avec la réussite majeure que constitue la vente du même Rafale à l'Égypte d'Abdel Fattah al-Sissi le 16 février 2015, Paris entre précisément dans ce type de relation de long terme avec un partenaire-clé, qui souhaite desserrer sa trop grande dépendance envers les États-Unis. D'autant que cette vente-symbole de l'avion de Dassault Aviation s'accompagne de l'achat par Le Caire d'une frégate multi-mission FREMM, fabriquée par DCNS, de missiles air-air Mica et de croisière Scalp réalisés par MBDA, et de missiles AASM de Sagem, le tout pour un montant de 5,2 milliards d'euros.

Une certaine analyse morale des printemps arabes s'estompe devant les réalités de l'échiquier moyen-oriental, et les opportunités créées par les changements de pied de la diplomatie américaine. Cette position française, qui tente d'équilibrer « valeurs » et « stratégie » en privilégiant généralement cette dernière en cas de dilemme, est en réalité celle de la plupart des grandes puissances. Pour les acteurs traditionnels comme émergents, qu'ils soient importateurs ou exportateurs de défense, la dimension régaliennne continue en effet à surdéterminer les transferts d'armes<sup>5</sup>.

### **Ventes d'armement : des évolutions significatives**

Cette réalité apparaît d'autant plus aisément qu'à la carte des exportations et importations des matériels militaires se superpose, comme en filigrane, la carte des fronts géopolitiques du monde actuel. Les chiffres du dernier rapport du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), rendu public le 16 mars 2015, permettent de saisir ces « lignes de feu », au travers d'un certain nombre d'évolutions<sup>6</sup>.

<sup>4</sup> Michel Cabirol, « Armement : les sept “bug” de l'exportation française », *La Tribune*, 6 février 2015.

<sup>5</sup> Voir Olivier Zajec, « Les ventes d'armes comme vecteur d'influence dans les relations internationales », in Bertrand Badie et Dominique Vidal (dir.), *Nouvelles Guerres. L'état du monde 2015*, La Découverte, Paris, 2014.

<sup>6</sup> Pieter D. Wezeman et Siemon T. Wezeman, « Trends in International Arms Transfers, 2014 », *SIPRI Fact Sheet*, mars 2015.

Première leçon de ce rapport, le monde réarme massivement. Le volume total des transferts d'armement entre 2010 et 2014 a augmenté de 16 % par rapport à la période 2005-2009. Depuis 1985 environ, ce volume avait décliné très régulièrement, avant qu'une inversion de la courbe ne soit observée à partir de 2003. Cette hausse post-11 Septembre se trouve donc confirmée comme une tendance de fond.

Du côté des acteurs majeurs du commerce des armes, le groupe de tête des exportateurs voit une montée en puissance spectaculaire de Pékin qui, avec une croissance de 143 % de ses ventes en cinq ans, ravit la troisième place à Berlin, reléguant la France à la cinquième. Les trois plus importants clients de la Chine – le Pakistan, le Bangladesh et la Birmanie – dessinent les contours de son influence en Asie du Sud, au grand dam de l'Inde, concurrent continental de Pékin et voisine de ces trois pays.

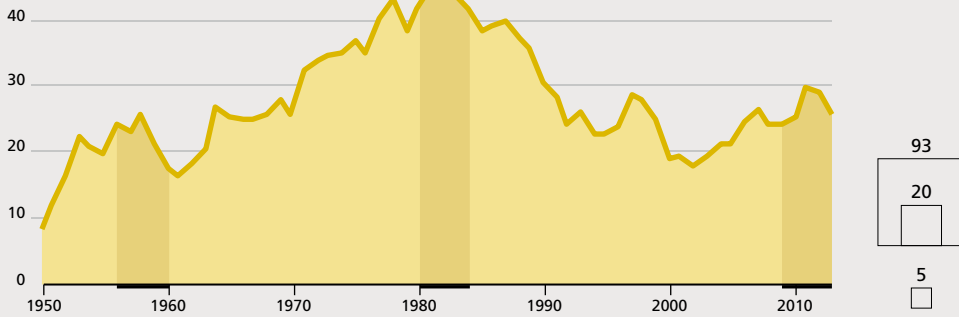
Ce score à trois chiffres est à mettre en parallèle avec le développement technologique de l'industrie de défense de la République populaire de Chine, qui lui permet de trouver de nouveaux clients à l'export en proposant des produits d'une relative qualité. Pas moins de 18 États africains se sont ainsi fournis auprès de Pékin entre 2009 et 2014. Parmi eux, le Nigeria, engagé dans un duel difficile contre la secte Boko Haram qui vient d'annoncer son ralliement à l'organisation État islamique. Pour la combattre, Lagos a passé commande de drones de combat armés chinois de type CH-3. Cette performance globale de Pékin, aussi notable soit-elle, ne menace cependant pas pour le moment les deux plus grands exportateurs mondiaux que restent, et de loin, les États-Unis et la Russie.

Les Américains enregistrent une croissance de 23 % de leurs ventes d'armes entre 2005-2009 et 2010-2014. La diversité de leur palette de clients étatiques (94 au total) les mettent à part du classement, là où Paris, Pékin, Londres ou Moscou dépendent de quelques clients privilégiés, qui représentent l'essentiel de leurs ventes. 60 % des ventes d'armes russes sont par exemple absorbées par l'Inde, la Chine et l'Algérie.

Comme dans le cas chinois, les trois premiers récipiendaires des transferts d'armes américains sont géopolitiquement symboliques. La Corée du Sud

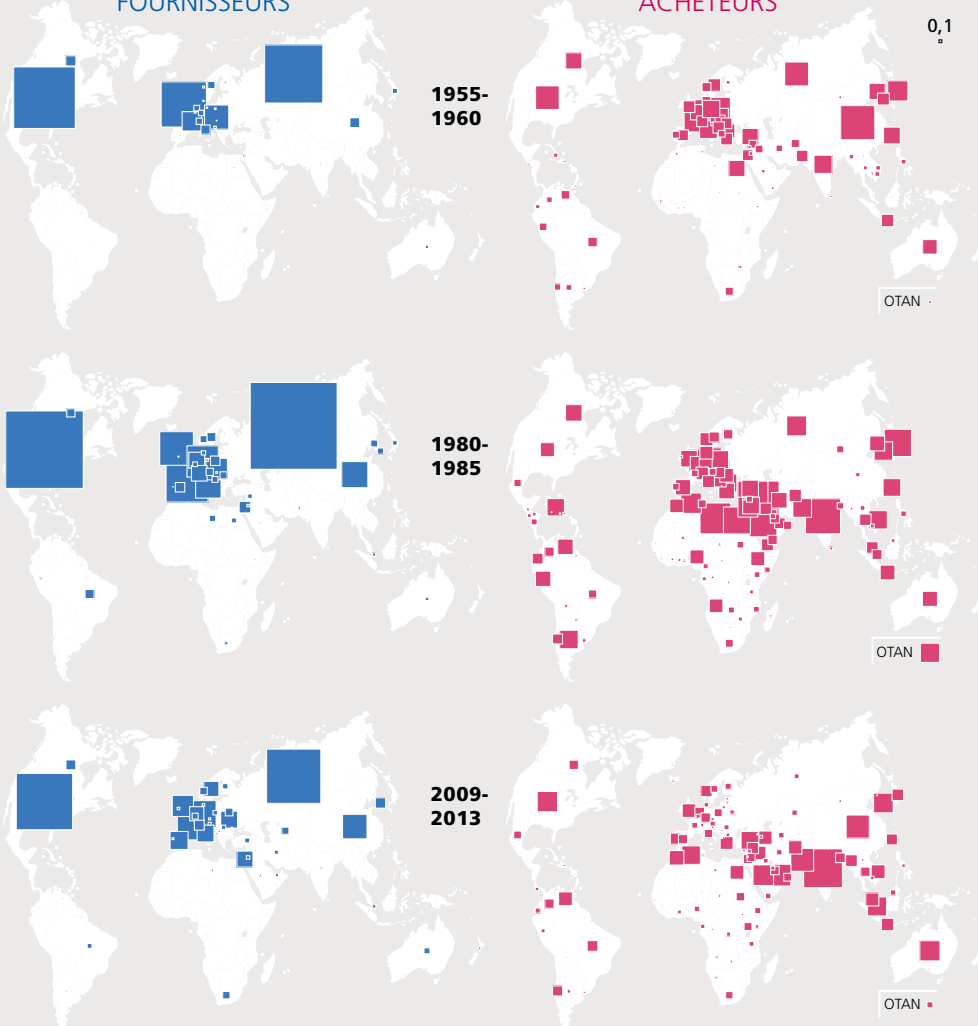
## Commerce d'armes : évolution des fournisseurs et des acheteurs (1950-2013)

Ventes (en milliards de dollars constants de 1990)



FOURNISSEURS

ACHETEURS



Source : SIPRI Arms Transfers Database, [www.sipri.org/databases/armstransfers](http://www.sipri.org/databases/armstransfers)

Réalisation : Sciences Po - Atelier de cartographie. © Dila, Paris, 2015

– dont 85 % des achats sont américains – et l’Australie – qui a acquis des avions de combat F18 et F35 – sont aux avant-postes de la stratégie du « pivot » Pacifique, destiné à contenir les vellétés expansionnistes de Pékin. De leur côté, les Émirats arabes unis s’équipent auprès de Washington afin de garantir une protection antimissiles susceptible de dissuader un Iran qui ne cesse de s’affirmer dans le Golfe.

Du côté russe, l’augmentation des ventes est de 37 % sur la période considérée par le SIPRI. Moscou profite d’un engouement renouvelé pour l’alternative à l’offre occidentale que constituent ses matériels. À l’instar de la France, les Russes redeviennent ainsi des fournisseurs de l’Égypte, tout en continuant à représenter 70 % des achats d’armement de l’Inde, premier importateur mondial avec 15 % du total global entre 2010 et 2014, devant l’Arabie saoudite et la Chine. Moscou ne renonce pas non plus à vendre les avions de combat Yak-130 et MiG-29 commandés par la Syrie du président Assad, bien que la livraison soit pour le moment reportée.

On notera enfin que le continent africain, dans son ensemble, achète de plus en plus d’armes, avec une augmentation de 45 % des acquisitions en cinq ans. L’Algérie, à elle seule, compte pour 30 % de ces importations, avec de l’artillerie mobile chinoise, un porte-hélicoptères italien et une cinquantaine de systèmes de défense sol-air russes, auxquels s’ajoutent les commandes de deux sous-marins et de 42 hélicoptères de combat auprès de Moscou, et de près de 1 000 véhicules de transport blindés en Allemagne. Une frénésie qui inquiète son rival régional, le Maroc.

## Industries d’armement : la nécessaire adaptation

Dans cette situation où les achats d’armes ne faiblissent pas, sauf sur le Vieux Continent (– 36 % en cinq ans), la situation de l’industrie européenne d’armement apparaît contrastée. La part des dépenses militaires dans le produit intérieur brut de l’Union européenne est ainsi passée de 1,68 % en 2009 à 1,5 % en 2010. Les industries de défense doivent dorénavant chercher à l’export les parts de marché que ne leur assurent plus leurs propres États.

À cela s’ajoute une concurrence exacerbée. Plus que jamais, les importateurs exigent des compensations systématiques (*offsets*) et un très haut niveau de transferts de technologie, tandis que – difficulté supplémentaire – les États-Unis distordent le marché mondial en jouant la carte de contrats intergouvernementaux (*Foreign Military Sales, FMS*) aux prix « sponsorisés », de manière à épuiser leurs concurrents.

Dans ce cadre, les cinq prochaines années seront décisives pour la Base industrielle de défense et de technologie (BITD) française. Le contrat égyptien lui ouvre certains horizons, mais il lui faudra rapidement multiplier ce type de réussite de haut niveau pour espérer sauver l’héritage des quarante années de politique industrielle d’autonomisation stratégique dont elle est issue.

**Olivier Zajec \***

\* Maître de conférences en science politique, université Jean-Moulin – Lyon III (Centre lyonnais d’études de sécurité internationale et de défense – CLESID).